



**La responsabilité des membres du fait commis
par une organisation internationale : essai
d'analyse au regard du droit international
contemporain et de la jurisprudence**

Par Jean-Paul MUSHAGALUSA RWABASHI

jean-paul.mushagalusa.rwabashi@vub.be

Kalambo, 11/11/2021

I. Introduction

DI (art 38, Statut CIJ mais critiqué)
Jurisprudence ? Source ou moyen auxiliaire?
(méthodologie)




Et après?

- ✓ Agissements des OI pour accomplir leurs missions
- ✓ Conséquences: Responsabilité internationale
- De qui ? Etats/OI=régimes multiformes
- ✓ Nature Coutumière (Aff. de l'Usine de Chorzow 1928), CDI 2001, CDI 2011

II. Discussion des résultats

- **Responsabilité propre de l'OI, conséquence de sa personnalité juridique:**
- ✓ Autonomie juridique de l'organisation internationale (Autorité Administrative Commune /CIJ, Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)
- ✓ La doctrine arguant la responsabilité subsidiaire ou conjointe des États membres (*Organisme arabe d'Industrialisation vs. Westland Helicopters Limited*; la faillite du sixième accord international sur l'étain de 1985; actions militaires menées par l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999)
- ✓ L'attribution de la responsabilité à l'organisation internationale (**ait de ses organes et agents**)



➤ **Codification de la responsabilité des membres du fait internationalement illicite de l'OI: état de la jurisprudence**

Formulation et sens retenu par la CDI

- ✓ Aide ou de l'assistance (art. 58),
- ✓ Directives et contrôle exercé (art.59),
- ✓ contournement des obligations internationales (art. 61)
- ✓ l'acceptation et le l'influence déterminant à l'égard du tiers lésé (art. 62)

Difficulté de mise en œuvre de la responsabilité des OI

- Immunités de juridiction et Immunités d'exécution
- Privilèges
- Mécanisme interne de règlement des différends (Cour eur. D.H, Affaire Waite et Kennedy c. Allemagne, etc.)



V. Conclusion

- ✓ OI, sujet de droit international, engage sa responsabilité lorsqu'elle viole une norme internationale
- ✓ Les correctifs CDI 2011: hypothèses dans lesquelles les membres peuvent engager leur responsabilité
- ✓ Jurisprudence oscillante: CIJ, Aff. De la Réparation, Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, C.J.C.E, International Tin Council Case,





Depuis septembre 2018:

Analyse de l'effectivité de l'obligation de développement durable dans les Traités Bilatéraux d'Investissement à la lumière de la jurisprudence du CIRDI

Merci

